385/1

DÉCLARATION DU BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA C.G.T.

FAIRE ECHEC A UNE GRAVE OPERATION DE DIVISION

Depuis son origine, le mouvement syndical a dû affronter des tentatives visant à le diviser, à l'affaiblir.

La C.G.T., malgré les coups qui lui ont été portés, a su rester l'organisation syndicale dont les salariés ont besoin pour défendre leurs intérêts.

Rien de ce qui a été fait de progressiste : Sécurité sociale, congés, nationalisations, retraites... ne l'a été sans les luttes sociales, sans le poids de la C.G.T.

Depuis plusieurs semaines, de multiples déclarations de dirigeants de la F.E.N. indiquent qu'une entreprise est en cours, qui concerne l'ensemble des salariés de notre pays.

Il ne s'agit pas simplement pour la F.E.N. de compenser le recul de son influence dans l'Éducation nationale en élargissant un peu son champ de syndicalisation ; l'entreprise est d'une tout autre envergure. En prétendant promouvoir un nouveau syndicalisme qu'il qualifie lui-même de "social démocrate" J. POMMATAU, secrétaire général de la F.E.N. affiche clairement l'objectif : sous prétexte d'unité syndicale, le but est de regrouper des organisations qui s'accommodent de la crise, n'en combattent ni les causes ni les effets et substituent les déclarations incendiaires au développement possible de l'action.

Ce regroupement viserait donc à combattre plus durement le syndicalisme de lutte, le syndicalisme de terrain qui prend en compte les réalités de la lutte de classe, se bat pour faire aboutir les revendications des salariés, en s'attaquant aux racines de la crise, donc à la politique patronale et gouvernementale.

Au plan confédéral, ce syndicalisme-là existe : c'est la C.G.T. ; son audience grandissante aux élections professionnelles, le développement incontestable de la mobilisation qu'elle organise, montrent que les salariés ne se résignent pas. Les grandes manœuvres actuelles visent en fait à créer les instruments pour annihiler cette volonté d'action. Il s'agit d'organiser la résignation contre les empêcheurs de gérer la crise, quels que soient les gouvernements qui le fassent, s'alignant ainsi sur les pratiques qui existent dans certains pays d'Europe.

Certains dirigeants du Parti socialiste y ont ouvertement apporté leur soutien, affirmant avoir "besoin d'un puissant relais syndical".

*
* *

Il est clair, en toute hypothèse, que l'entreprise ne relève ni de l'improvisation, ni d'un souci tactique momentané. Il s'agit bien de constituer une confédération rassemblant les syndicats autonomes, avec des appuis évidents dans la C.F.D.T. et Force Ouvrière, en tentant un débauchage dans la C.G.T.

Ainsi, au nom de l'unité la division serait aggravée, puisque serait créée une confédération de plus.

Il est particulièrement malvenu que la tendance qui dirige la F.E.N. se présente en sauveur du syndicalisme en regard de son attitude, actuelle comme passée. Ses récentes déclarations tonitruantes contre la politique du gouvernement Chirac, notamment en matière salariale tranchent singulièrement avec ses pratiques. Il est facile de faire la "une" des médias en dénonçant par courrier la politique salariale dans la Fonction publique, en condamnant l'amputation du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; mais il est plus difficile de faire oublier la satisfaction affichée à la sortie des discussions salariales et l'absence totale d'initiatives susceptibles d'inciter les salariés à la lutte.

Pour tous les salariés, un syndicalisme de lutte

Le Bureau confédéral de la C.G.T. alerte l'ensemble des salariés, de toutes professions, de toutes catégories.

Il les met en garde contre le danger considérable que représenterait pour eux un renforcement du syndicalisme du renoncement, tout particulièrment dans une période où patronat et gouvernement développent une politique catastrophique pour le pays, pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, les libertés.

Les démentis manœuvriers des promoteurs de cette opération ne doivent pas en masquer l'envergure et les dangers.

Ce dont les salariés et le pays ont besoin aujourd'hui, c'est d'un syndicalisme de lutte ancré sur le lieu de travail : un syndicalisme qui prend en compte l'évolution du salariat, qui s'appuie au quotidien sur les aspirations des salariés, qui aide à l'élaboration des revendications et lutte pour leur satisfaction. Un syndicalisme à l'initiative qui agit pour des solutions nouvelles en s'en prenant aux causes de la crise. Un syndicalisme de propositions, un syndicalisme combatif, unitaire, d'ouverture et de lutte.

C'est ce que la C.G.T. s'efforce de mettre en œuvre avec tous les salariés concernés, dans leur diversité.

Ce sont là les seules bases de rassemblement conformes aux intérêts des salariés pour la défense de leurs aspirations et revendications.

- *Dans l'intérêt des travailleurs, la C.G.T. agit pour regrouper leurs forces dans la lutte et parvenir à une réelle unité d'action.*
- *Cette unité se construit sur le lieu de travail, avec les salariés, à partir de leurs revendications.*
- *Elle se bâtit à tous les niveaux dans la clarté, la franchise et le respect de l'initiative de chaque organisation. C'est en ce sens que la C.G.T. agit.*
- *Ce n'est certainement pas en aggravant la division qu'on peut y contribuer.*

* * *

Les enseignants dans cet ensemble sont particulièrement concernés. Ils sont visés en tant que tels et en tant que fonctionnaires. Ils sont en cela victimes de l'attitude de la F.E.N. qui, en refusant l'action alors qu'un grand nombre d'entre eux la réclame, en ne créant pas les conditions pour que se développe la lutte, alors que c'est la seule issue, agit en fait contre leurs intérêts. Ils sont donc aujourd'hui en état de légitime défense.

La C.G.T. s'est toujours efforcée de tenir compte de la situation particulière du syndicalisme enseignant.

Aujourd'hui c'est la majorité de la F.E.N., c'est-à-dire la tendance U.I.D. qui tente d'imposer ses vues à l'ensemble des personnels et entreprend de construire une organisation syndicale d'une autre nature, pour mieux détourner les salariés du chemin de la lutte.

Avec tous les personnels de l'enseignement et de la recherche qui n'acceptent pas cette perspective de résignation et de renoncement et qui veulent assurer la présence d'un syndicalisme de lutte dans ce secteur avec les fonctionnaires et tous les salariés, la C.G.T. prendra les initiatives et les décisions que les évolutions de la situation rendront nécessaires.

* * *

C'est avec gravité que le Bureau confédéral CGT s'adresse à l'ensemble des salariés.

Il y va de la défense de leurs intérêts proprement vitaux dans les conditions d'une crise profonde et d'une agression antisociale sans précédent des forces dirigeantes du capital.

Il y va de leur capacité de mobilisation et d'action.

Il y va de ce qui a fait des décennies de conquêtes sociales dans notre pays : l'existence d'un syndicalisme de lutte qui le caractérise.

Il y a nécessairement autre chose à faire dans ce pays que la régression sociale, le déclin industriel et la dégradation des activités de services, notamment du service public. Contre tout ce qui conduit à la résignation, la C.G.T. vous propose le chemin de la lutte.

Montreuil, le 27 juin 1986.